

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AMR 41/023/2008 – ÉFAI

16 mai 2008

AU 129/08 Craintes pour la sécurité

MEXIQUE **Les habitants de Santo Domingo Ixcatlán opposés à la vente de terres communales**  
**Le personnel du Centre de droits humains et de conseil aux peuples indigènes (CEDHAPI)**

---

Les autorités de la municipalité de Santo Domingo Ixcatlán (État d'Oaxaca), principalement peuplée de membres de la communauté indigène mixtèque, s'apprêtent à céder un ensemble de terres communales. Des habitants opposés à cette vente ont été attaqués par des hommes armés engagés par un cacique (responsable politique local) qui entretient des liens étroits avec les autorités municipales. Trois personnes ont été tuées le 30 avril, et leurs familles consultent actuellement une organisation locale de défense des droits humains, dont le personnel court également un grand danger.

Dans la soirée du 30 avril, une quarantaine d'hommes armés menés par un cacique ont intercepté Gustavo Castañeda Hernández, un habitant de la municipalité opposé à la vente de terres communales, alors qu'il traversait en voiture le centre de Santo Domingo Ixcatlán. Ils l'ont roué de coups, l'ont forcé à remonter dans son véhicule et y ont mis le feu. Deux autres hommes opposés à cette vente, Melesio Martínez Robles et Inocencio Medina Bernabé, sont venus à son secours et ont été abattus. Leurs agresseurs ont mutilé leurs corps et les ont traînés dans les rues, puis sont restés fêter leur forfait sur le lieu du crime pendant plusieurs heures. D'après un témoin oculaire, les agents de la police préventive de l'État d'Oaxaca qui sont arrivés au bout de six heures les ont laissés partir tranquilles. Au cours de cette attaque, le cacique avait proclamé qu'il était « *intouchable* ».

Cet homme, ancien président du conseil municipal et frère de celui qui occupe cette fonction actuellement, soutient la vente des terres, dont il espère tirer profit. Selon les habitants, il avait organisé ouvertement ce commando afin d'intimider la communauté et d'imposer son autorité.

L'organisation qui conseille les familles des trois victimes est le Centre de droits humains et de conseil aux peuples indigènes (CEDHAPI). Elle a été menacée depuis qu'elle se charge de cette affaire : dans la soirée du 2 mai, des hommes armés ont tiré en l'air à plusieurs reprises devant ses locaux.

Le chef de la police locale a été arrêté par la police judiciaire le 8 mai. D'après une organisation locale de défense des droits humains, il était accompagné de membres de la police préventive d'Oaxaca à ce moment-là. Cependant, la police judiciaire n'a pour l'heure pas délivré les mandats d'arrêt qui devaient viser au moins douze autres personnes, dont des fonctionnaires municipaux. À la connaissance d'Amnesty International, elle n'a ouvert aucune enquête sur les liens existant entre le groupe d'hommes armés et la police préventive d'Oaxaca. Par conséquent, les habitants de Santo Domingo Ixcatlán vivent dans la peur de subir d'autres attaques en représailles à leur opposition à la vente de terres communales.

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

Au Mexique, les dirigeants communautaires qui s'efforcent de renforcer les droits des indigènes locaux sont souvent victimes de menaces et d'actes de harcèlement, notamment de la part des autorités de leur État et de leur municipalité. Les responsables de ces actes sont rarement identifiés et traduits en justice. Dans les États où la population indigène est importante, en particulier dans ceux du sud comme Oaxaca, il est fréquent que les autorités ne fournissent pas les services essentiels à ces communautés et qu'elles permettent à des caciques de conserver leur mainmise sur celles-ci et de commettre des crimes, y compris des meurtres, en toute impunité.

**ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :**

- déclarez-vous inquiet pour la sécurité des membres de la communauté de Santo Domingo Ixcatlán (État d'Oaxaca) qui s'opposent à la vente de terres communales, ainsi que pour celle du personnel de l'organisation de défense des droits humains CEDHAPI, et priez les autorités d'assurer la protection de ces personnes conformément à leurs souhaits ;
- demandez instamment l'ouverture immédiate d'une enquête indépendante et impartiale sur les meurtres de Gustavo Castañeda Hernández, Melesio Martínez Robles et Inocencio Medina Bernabé, commis le 30 avril ;
- exhortez les autorités à arrêter toutes les personnes soupçonnées d'avoir participé à ces homicides et à enquêter de manière approfondie et impartiale sur les allégations de complicité entre les responsables de ces agissements et la police préventive de l'État d'Oaxaca ;
- rappelez aux autorités qu'en vertu de la Déclaration des Nations unies sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus, les défenseurs des droits humains sont en droit de mener librement leurs activités sans crainte de représailles.

**APPELS À :**

Ministre de l'Intérieur :

Lic. Juan Camilo Mouriño Terrazo

Secretaría de Gobernación

Bucareli 99, 1er. piso, Col. Juárez, Del. Cuauhtémoc, México D.F., C.P. 06600, Mexique

**Fax :** +52 55 5093 3414

**Courriers électroniques :** [secretario@segob.gob.mx](mailto:secretario@segob.gob.mx)

**Formule d'appel :** *Señor Secretario, / Monsieur le Ministre,*

Procureur général de la République :

Lic. Eduardo Medina-Mora Icaza

Procurador General de la República

Procuraduría General de la República, Av. Paseo de la Reforma n° 211-213, Piso 16

Col. Cuauhtémoc, Delegación Cuauhtémoc, México D.F., C.P. 06500, Mexique

**Fax :** +52 55 5346 0908 (si une personne décroche, veuillez dire : « *me da tono de fax, por favor* »)

**Formule d'appel :** *Señor Procurador General, / Monsieur le Procureur général,*

Gouverneur de l'État d'Oaxaca :

Lic. Ulises Ruiz Ortiz

Gobernador del Estado de Oaxaca

Carretera Oaxaca-Puerto Angel, Km. 9.5, Santa María Coyotepec, Oaxaca, C.P. 71254, Oaxaca, Mexique

**Fax :** +52 951 502 0530 (Si une personne décroche, veuillez dire : « *me da tono de fax, por favor* »)

**Courriers électroniques :** [gobernador@oaxaca.gob.mx](mailto:gobernador@oaxaca.gob.mx)

**Formule d'appel :** *Señor Gobernador, / Monsieur le Gouverneur,*

Commission d'État des droits humains (Oaxaca) :

Lic. Jaime Mario Pérez Jiménez

Presidente de la Comisión para la Defensa de los Derechos Humanos en Oaxaca (CDDHO)

Calle de los Derechos Humanos no. 210, Col. América, C.P. 68050, Oaxaca, Mexique

**Courriers électroniques :** [correo@cedhoax.org](mailto:correo@cedhoax.org)

**Fax :** +52 951 503 0220 (Si une personne décroche, veuillez dire : « *me da tono de fax, por favor* »)

**Formule d'appel :** *Estimado Presidente, / Monsieur,*

**COPIES À :**

Organisation locale de défense des droits humains :

Centro de Derechos Humanos y Asesoría a Pueblos Indígenas, Calle León, no. 15 Barrio San Diego, Tlaxiaco, Oaxaca, México, **Courriers électroniques :** [cedhapi@yahoo.com.mx](mailto:cedhapi@yahoo.com.mx)

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Mexique dans votre pays.

**PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.** APRÈS LE 27 JUIN 2008, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.